



■ AVIS À PUBLIER AU BOAMP ET AU JOUE XML N° 17-73712

Mercredi 24 Mai 2017

Date d'envoi au service éditeur : 24/05/2017

Avis de marché

Directive 2014/24/UE

[> Voir l'annonce sous sa forme originale](#)


Attention cet aperçu ne reflète que votre saisie et n'est accessible qu'à partir de ce porte feuille.
 Dès publication de cet avis sur le site BOAMP.fr et/ou au JOUE, il vous appartient de vérifier si l'avis officiel diffusé correspond bien à la saisie ci-dessous (adresse du site de diffusion des annonces : <http://www.boamp.fr>).
 En cas de non conformité, il vous appartient de publier un avis rectificatif de l'avis initial dans les délais réglementaires.
[> Contact client](#)

J02 Avis de Marché appel d'offre standard Dir24

Département(s) de publication : 73

Annonce No 17-73712

I. II. III. IV. VI.

AVIS DE MARCHÉ

Directive 2014/24/UE

Le présent avis constitue un appel à la concurrence

SECTION I : POUVOIR ADJUDICATEUR

I.1) NOM ET ADRESSES

Ville de Chambéry, Direction Finances et Commande Publique - Pôle Commande Publique - B.P. 11105, 73011, Chambéry Cedex, F, Téléphone : (+33) 4 79 60 20 20, Courriel : marchespublics@mairie-chambery.fr, Code NUTS : FR717

Adresse(s) internet :

Adresse principale : <http://www.chambery.fr>Adresse du profil acheteur : <http://mairie-chambery.marcoweb.fr>

I.2) PROCÉDURE CONJOINTE

I.3) COMMUNICATION

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse : <http://mairie-chambery.marcoweb.fr>

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

autre adresse : Ville de Chambéry, Pôle Commande Publique - Bureau 19 - B.P. 11105 - 99, place François Mitterrand, 73011, Chambéry Cedex,

F, Téléphone : (+33) 4 79 60 20 94, Courriel : marchespublics@mairie-chambery.fr, Fax : (+33) 4 79 33 65 66, Code NUTS : FR717, Adresse

internet : <http://www.chambery.fr>

Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées :

par voie électronique à l'adresse : <http://mairie-chambery.marcoweb.fr>

à l'adresse suivante : VILLE DE CHAMBERY, Pôle Commande - bureau 19, 73011, CHAMBERY, F, Courriel : marchespublics@mairie-chambery.fr, Code NUTS : FR717, Adresse internet : <http://mairie-chambery.marcoweb.fr>

I.4) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Autorité régionale ou locale

I.5) ACTIVITÉ PRINCIPALE

Autre activité : Compétences des communes prévues au code général des collectivités territoriales

SECTION II : OBJET

II.1) ÉTENDUE DU MARCHÉ

II.1.1) Intitulé : CREATION, MISE EN OEUVRE ET MAINTENANCE DU CENTRE DE SUPERVISION URBAIN DE LA VILLE DE CHAMBERY

Numéro de référence : 17/28

II.1.2) Code CPV principal :

Mots descripteurs : Audiovisuel, Informatique (maintenance serveurs et réseaux), Informatique (matériel), Informatique (prestations de services), Logiciel

Descripteur principal : 32323500

Descripteur supplémentaire :

II.1.3) Type de marché

Fournitures

II.1.4) Description succincte : Soucieux de développer la sécurité globale de son territoire, la Ville de Chambéry a décidé de s'engager dans la création d'un CSU

II.1.5) Valeur totale estimée :

Valeur hors TVA : 591 000,00 euros

II.1.6) Information sur les lots :

Ce marché est divisé en lots : non

II.2) DESCRIPTION

II.2.1) Intitulé :

Lot n° :

II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)

Mots descripteurs : Audiovisuel, Informatique (maintenance serveurs et réseaux), Informatique (matériel), Informatique (prestations de services), Logiciel

Code CPV principal : 50324100

Descripteur supplémentaire :

II.2.3) Lieu d'exécution

Code NUTS : FR717

Lieu principal d'exécution : Nouveaux locaux de la police municipale

II.2.4) Description des prestations : Accord-cadre avec mini et maxi et un opérateur économique. Le montant total des commandes pour la durée de l'accord-cadre est compris entre un minimum et un maximum, définis comme suit : seuil minimum 180000,00 Euros H.T. seuil maximum 591000,00 Euros H.T. pour la période initiale. L'accord-cadre est conclu pour une période de 4 ans à compter de la notification du contrat. Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivant : Compte tenu de la complexité du projet et

de la sensibilité de l'équipement, il a été jugé nécessaire de s'adresser à des prestataires de type "intégrateurs" pour assurer l'ensemble des prestations de manière coordonnée et homogène (compatibilité des éléments techniques entre eux et constitutifs de l'offre) et garantir le bon fonctionnement et l'inviolabilité du système

II.2.5) Critères d'attribution

critères énoncés ci-dessous

Critère de qualité

1. Qualité des prestations / Pondération : 60

Prix :

1. PRIX / Pondération : 40

II.2.6) Valeur estimée

Valeur hors TVA : 591 000,00 euros

II.2.7) Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique

Durée en mois : 48

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : non

Description des modalités ou du calendrier des reconductions :

II.2.9) Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer

Critères objectifs de limitation du nombre de candidats :

II.2.10) Variantes

Des variantes seront prises en considération : non

II.2.11) Information sur les options

Options : non

II.2.12) Informations sur les catalogues électroniques

II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : non

Identification du projet :

II.2.14) Informations complémentaires :

SECTION III : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION

III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Liste et description succincte des conditions : Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ; Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat (DC2 ou équivalent); Lettre de candidature (DC1 ou équivalent); Déclaration du candidat, y compris les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat (DC2 ou équivalent)

III.1.2) Capacité économique et financière

Liste et description succincte des critères de sélection : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; Déclaration appropriée de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

III.1.3) Capacité technique et professionnelle

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ; Liste des principales fournitures effectuées au cours des trois dernières années, en rapport avec l'objet du marché, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ; Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

III.1.5) Informations sur les marchés réservés :

III.2) CONDITIONS LIÉES AU MARCHÉ

III.2.1) Information relative à la profession

Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables :

III.2.2) Conditions particulières d'exécution :

III.2.3) Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché

III.2.4) Marché éligible au MPS

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

SECTION IV : PROCÉDURE

IV.1) DESCRIPTION

IV.1.1) Type de procédure

Procédure ouverte

IV.1.3) Informations sur l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique

Le marché implique la mise en place d'un accord-cadre

Accord-cadre avec un seul opérateur

Dans le cas d'accords-cadres - justification d'une durée dépassant quatre ans :

IV.1.4) Informations sur la réduction du nombre de solutions ou d'offres durant la négociation ou le dialogue

IV.1.5) Information sur la négociation

IV.1.6) Enchère électronique :

IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics : oui

IV.2) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

IV.2.1) Publication antérieure relative à la présente procédure

Numéro de l'avis au JO série S :

IV.2.2) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

23 juin 2017 - 12:00

IV.2.3) Date d'envoi estimée des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés

Date :

IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation :

français

IV.2.6) Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre :

L'offre doit être valable jusqu'au :

ou

Durée en mois : 4 (A compter de la date limite de réception des offres)

IV.2.7) Modalité d'ouverture des offres

Date : 26 juin 2017 - 09:00 Lieu : Dans les locaux de la personne publique. Ouverture des plis non publique. Date prévisionnelle

Informations sur les personnes autorisées et les modalités d'ouverture :

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

VI.1) RENOUELEMENT

Il ne s'agit pas d'un marché renouvelable

Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis :

VI.2) INFORMATIONS SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES**VI.3) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

Dématérialisation des procédures : Les modalités de transmission électronique des plis sont définies dans le règlement de la consultation. Afin de juger et d'estimer à leur juste valeur les prestations demandées, la visite des lieux est obligatoire. Contacter : Dominique Bion à l'adresse suivante : d.bion@mairie-chambery.fr. Nota important : Les plans seront remis à chaque candidat lors de la visite. Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse : <http://mairie-chambery.marcoweb.fr>. Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées : par voie électronique via : <http://mairie-chambery.marcoweb.fr>

VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS**VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours :**

Tribunal administratif de Grenoble, 2, place de Verdun B.P. 1135, 38022, Grenoble Cedex, F, Téléphone : (+33) 4 76 42 90 06, Courriel : greffe-ta-grenoble@juradm.fr, Fax : (+33) 4 76 51 89 44

VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation :**VI.4.3) Introduction de recours :**

Précisions concernant les délais d'introduction de recours : La procédure de passation du présent accord-cadre à bons de commande peut être contestée devant le Tribunal Administratif de Grenoble selon les voies et délais de recours suivants : - un référé précontractuel jusqu'à la signature du contrat (articles L. 551-1 à L. 551-12, et R. 551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative) ; - un référé contractuel dans un délai de trente-et-un (31) jours à compter de la publication d'un avis d'attribution ou, si aucun avis d'attribution n'a été publié, dans un délai de six (6) mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat (articles L. 551-13 à L. 551-23, et R. 551-7 à R. 551-10 du code de justice administrative) ; - un recours de pleine juridiction en contestation de validité contractuelle dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi ; - un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée

VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :**VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS**

24 mai 2017

Eléments de facturation :

Votre référence de commande au BOAMP : 17/28/1

Libellé de la facture : Mairie de Chambéry Direction des Finances et de la Comman de Publique BP 1105, F-73011 Chambéry Cedex.

Siret : 21730065600014

Classe de profil : Commune

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 23 juin 2017

Objet de l'avis : CREATION, MISE EN OEUVRE ET MAINTENANCE DU CENTRE DE SUPERVISION URBAIN DE LA VILLE DE CHAMBERY. Nouveaux locaux de la police municipale

Nom de l'organisme : VILLE DE CHAMBERY

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun



CONS3353471

[> Informations légales](#)